

Anthropologie et Sociétés



Jacques BEAUCHEMIN, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal, VLB éditeur, 2002, 213 p., bibliogr.

Raphaël CANET, *Nationalismes et société au Québec*. Outremont, Athéna Éditions, 2003, 232 p., cartes, tabl., bibliogr., gloss., annexes.

André Campeau

Volume 29, numéro 3, 2005

Altermondialisation : quelles altérités?
Alterglobalization, Which Alterities?
Altermundialización : ¿cuáles alteridades?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012627ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/012627ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Campeau, A. (2005). Compte rendu de [Jacques BEAUCHEMIN, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal, VLB éditeur, 2002, 213 p., bibliogr. / Raphaël CANET, *Nationalismes et société au Québec*. Outremont, Athéna Éditions, 2003, 232 p., cartes, tabl., bibliogr., gloss., annexes.] *Anthropologie et Sociétés*, 29(3), 244–247.
<https://doi.org/10.7202/012627ar>

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

sur la position hégémonique des distributeurs des domaines de la culture de masse œuvrant au Québec, surtout dans les secteurs lucratifs des télécommunications et du cinéma (p. 275-276). Avec autant d'adresse, l'exposé de François Colbert sur le marketing de la culture ouvre la voie à une réflexion potentiellement fertile sur les publics, la consommation, et ce, autant sur les films qu'en matière d'art (p. 311). Les meilleures contributions de l'ouvrage réussissent souvent à intégrer des problèmes spécifiquement québécois dans des cadres conceptuels hybrides venus de l'étranger, qui mettent à profit les réflexions théoriques anglo-saxonnes transposées sur un corpus québécois.

Impossible à recenser exhaustivement, ce *Traité de la culture* devrait être fréquenté par les étudiants à la maîtrise en sciences sociales et les chercheurs en études québécoises, surtout à l'étranger. Il faut en outre souligner la qualité éditoriale et la révision linguistique qui sont impeccables : je n'ai pas repéré une seule coquille en plus de 1000 pages! L'équipe de Denise Lemieux a produit ici un ouvrage ambitieux et stimulant, qui aurait certainement dû être reçu comme un véritable événement dans l'édition de langue française et dans les revues savantes.

Références

- BAILLARGEON J.-P. (dir.), 1986, *Les Pratiques culturelles des Québécois. Une autre image de nous-mêmes*. Québec, Les Éditions de l'IQRC.
- DUFRESNE J., F. DUMONT et Y. MARTIN (dir.), 1985, *Traité d'anthropologie médicale*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- DUMONT F., S. LANGLOIS et Y. MARTIN (dir.), 1994, *Traité des problèmes sociaux*. Québec, Les Éditions de l'IQRC.

Yves Laberge (Yves.Laberge@lit.ulaval.ca)
 Institut québécois des Hautes études internationales
 Université Laval
 Québec (Québec) G1K 7P4
 Canada

Jacques BEAUCHEMIN, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal, VLB éditeur, 2002, 213 p., bibliogr.

Raphaël CANET, *Nationalismes et société au Québec*. Outremont, Athéna Éditions, 2003, 232 p., cartes, tabl., bibliogr., gloss., annexes.

Ces ouvrages abordent la question du Québec en cernant certains enjeux d'une auto-définition interne de cette société ou, en d'autres mots, du processus (et non de l'idéologie) de la nation. Les auteurs cherchent à faire le point sur les aménagements du sujet et du projet politiques sous l'angle de la singularité politique et de l'exercice d'une citoyenneté québécoise. Par singularité politique, j'entends l'émergence d'une identité et la politisation de sa reconnaissance dans un espace public commun. Par exercice de la citoyenneté, il faut plutôt comprendre l'invention collective de ces identités (leur affrontement et leur dépassement en quelque sorte) et leur médiation avec un État. Ces auteurs posent les termes du problème de

la composition identitaire de la société québécoise et du passage au politique à partir de deux points de vue très différents.

Dans une analyse fine du dilemme que la nécessaire cohésion politique et sociale pose à la société québécoise actuellement, Beauchemin (2002) expose en quoi consistent les tensions introduites par le pluralisme identitaire (chapitre 2) et la fragmentation du sujet politique qui en découle (chapitre 3). Pour mesurer les effets de la recomposition identitaire, il s'interroge sur les formes que peuvent prendre l'identité nationale (chapitre 4) et la place de la mémoire dans le devenir québécois (chapitre 5).

L'auteur présente deux enjeux de l'auto-définition interne de la société québécoise. Premièrement, il propose de ne pas dissoudre l'identité franco-québécoise (cette singularité issue du peuplement colonial français et de sa colonisation par les Britanniques) dans l'espace où émergent des identités politiques comme forme de rapport à l'État. Deuxièmement, il suggère de résoudre les inquiétudes propres aux tenants de cette singularité porteuse d'un projet de souveraineté pour le Québec en réécrivant l'histoire du Québec sous l'angle d'une volonté politique de reconnaissance contribuant à construire un monde commun.

Beauchemin cherche à « poser autrement la question du Québec » (p. 138), ce qu'il entreprend de faire en exposant « la difficulté de penser le sujet politique québécois comme sujet de mémoire » (*ibid.*). Dans la perspective de résoudre le dilemme de la cohésion sociale et politique, il fait appel aux apports respectifs de Gérard Bouchard et de Jocelyn Létourneau. La critique de ces auteurs l'amène à circonscrire deux tâches éthiques qui s'emboîtent l'une l'autre : « dénouer le récit de soi-même » (p. 152) et « transmettre [...] les règles d'un certain rapport au monde » (p. 155). Or, pour ouvrir le récit de soi et entreprendre sa réécriture, il faut savoir ce qu'on entend y affirmer. Beauchemin propose d'ancrer le récit dans une forme particulière de la subjectivité historique québécoise à laquelle il donne le nom de communautarisme (qui selon toute évidence serait pré-politique). La reconnaissance de ce communautarisme par les différentes singularités politiques en présence serait alors une assise de la nation.

Évidemment, l'auteur cherche les motifs qui peuvent conduire une singularité à s'inscrire dans la nation. Il soulève donc la question de la légitimité d'un sujet national. De son point de vue, les identités occupant un même territoire ne sont pas nécessairement amenées à se reconnaître entre elles non plus qu'à s'affirmer collectivement. Les luttes qu'elles entretiennent les unes avec les autres ne les disposeraient pas à la citoyenneté. L'inquiétude de Beauchemin en ce qui a trait à ce projet politique porte tant sur les raisons qui peuvent motiver un projet commun, rassembleur des identités co-présentes, que sur ce qui peut contribuer à initier et à porter un projet d'affirmation nationale. Pour sortir de cette difficulté pratique, il propose comme défi de fonder un sujet capable de parler pour tous les Québécois.

Son livre n'évite pas d'évoquer les relations entre deux unités linguistiques distinctes au Québec et le rapport de minorisation qui en a découlé. Mais il n'y touche que sommairement en notant que la réécriture de l'histoire ne peut se faire sans rendre compte des luttes passées et présentes. Toutefois, l'auteur ne semble pas préoccupé par les conditions d'un processus de nation qui décolonise l'une et l'autre entité. Il les oriente vers un antécédent plutôt que vers un devenir. Ce n'est pas un problème en soi, mais l'espace de citoyenneté qui pourrait être dégagé d'un tel processus n'apparaît pas. Nous restons au niveau des généralités.

Le projet de Canet (2003) est de livrer une analyse sociohistorique de l'identité nationale québécoise en concentrant l'attention sur cette singularité inquiète dont il est question dans le livre de Beauchemin. Le cœur de son propos est de faire l'histoire des nationalismes québécois de 1760 à nos jours (chapitre 3) et de proposer une réflexion sur les défis relatifs au sujet et au projet politiques que la société d'identités doit affronter (fin du chapitre 3 et conclusion). Comme entrée en matière, l'auteur propose deux contextualisations, l'une ayant trait aux transformations du régime politico-institutionnel (chapitre 1), l'autre aux changements démographiques et économiques (chapitre 2).

Dans ce livre, il est question de la nation en tant que « collectivité politique symbolique ». Dans la perspective de cet auteur, le nationalisme est la forme que prend la médiation politique entre une société et un État. Si on prolonge le propos de l'auteur, la nation serait en quelque sorte le lieu d'exercice de la citoyenneté. Une des clés de l'analyse proposée par l'auteur est de repérer si les nationalismes successifs sont, soit inclusifs des identités occupant le territoire québécois, soit exclusifs, c'est-à-dire qu'ils concentrent l'effort politique au sein d'une seule identité en excluant les autres. Une autre clé de lecture entend saisir si ces nationalismes traduisent des dynamiques d'affirmation politique pouvant aller jusqu'à la sécession de l'État souche ou s'ils n'engendrent pas plutôt des formes de repli sur des dimensions culturelles de l'identité telles que la langue, la religion et la tradition.

Selon l'auteur, la question du Québec se situe actuellement dans la re-fondation du projet politique et l'invention d'un nouveau type d'organisation politique où le sujet pourrait se reconnaître et être reconnu. Tel serait la visée d'une citoyenneté québécoise. Certes, il considère que le questionnement relatif aux différentes options de recomposition identitaire ont leur place mais, selon lui, on ne peut laisser de côté l'impératif de la prise de décision et de l'institutionnalisation du sujet dans un système politique qui lui confère la souveraineté.

L'auteur conclut son livre en proposant de ne pas perdre de vue deux axes du changement en cours. Premièrement, la relation État-nation-société se distend sous les poussées de nouvelles régulations dites mondialisées. Ici, il propose donc de s'interroger sur la prégnance d'une citoyenneté dans le cadre de l'État-nation alors même que les politiques économiques semblent de plus en plus être produites par des organismes internationaux, donc hors du cadre dit souverain de l'État-nation. Dans un tel contexte, une citoyenneté dite nationale a-t-elle une prise sur les politiques qui la gouvernent? Deuxièmement, la représentation de la nation pose problème dans le contexte de la société des identités. En effet, ces identités sont le plus souvent regroupées en deux catégories de citoyenneté : celle qui est issue de l'analyse de conditions économiques lesquelles tendent à produire des inégalités sociales (la citoyenneté vise donc la transformation des rapports sociaux) et celle qui vient de l'analyse de différenciations culturelles, lesquelles contribuent à reproduire des formes d'essentialismes identitaires (elle vise le maintien de privilèges et de statuts spécifiques).

Faut-il réconcilier ou dépasser ces deux formes de citoyenneté? Question importante que les Québécois doivent aborder. Mais dans quel cadre politique une telle question peut-elle être formulée? Canet (2003) pense que la structure provinciale de l'État (canadien) ne peut constituer une assise pour une véritable action publique parce que cette structure ne constitue pas un État pour la nation québécoise. Ceci dit, il arrête là l'analyse et n'évoque pas les conditions susceptibles d'entreprendre la décolonisation du sujet-projet politique québécois.

En définitive, ces lectures combinées nourrissent deux grands constats en ce qui a trait aux sites ethnographiques potentiels pour étudier le Québec contemporain. D'abord, les entreprises intersubjectives de réécriture du soi et du social devraient être un lieu de production ethnographique, non pas dans une perspective culturaliste, mais dans l'optique d'étudier une nation politique en émergence. L'objectif d'un tel projet serait de saisir les conditions d'une citoyenneté québécoise dans différents champs politiques. Ensuite, même si ces auteurs s'aventurent peu ou pas sur le terrain de l'État, il serait tout aussi intéressant d'étudier le processus d'enveloppement des singularités mis en œuvre par le Canada pour subvertir une citoyenneté propre aux Québécois de toutes les origines. Explorer ce terrain pourrait révéler des perspectives nouvelles sur la nation comme processus, plutôt que comme idéologie, et sur les visées unitaires de l'État.

André Campeau (campeau@mediom.qc.ca)
Centre de Santé et de Services Sociaux
Direction de la recherche et de l'enseignement
383, Chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 1S9
Canada

Carl LACHARITÉ, Gilles PRONOVOST (dir.), *Comprendre la famille, Actes du 6^e symposium québécois de recherche sur la famille*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2002, 392 p.

Organisé par le Conseil de développement de la recherche sur la famille au Québec, le symposium dont sont issus ces Actes s'est tenu en 2001 à Trois-Rivières. Structuré en cinq parties, d'inégales importances, ce livre balaie un éventail assez large de la recherche sur la famille, au Québec bien sûr, mais aussi en France. Les vingt-deux contributions présentées ici s'articulent autour de l'enfance et de la paternité, de la santé et du bien-être à partir de l'enquête sociale et de santé menée auprès d'enfants et d'adolescents de 9, 13 et 16 ans, les interactions entre les milieux scolaire et familial, le suicide et les expériences de solidarité et d'entraide.

Difficile donc de trouver dans cet ouvrage un réel fil conducteur ; la progression heuristique agit plutôt par touches successives autour de recherches en cours sur la famille dont nous ne saurions donner ici une lecture exhaustive. On s'attachera principalement aux deux conférences qui encadrent l'ensemble des textes, en ce qu'elles proposent finalement un regard plus anthropologique sur la famille.

En explorant le thème de l'enfance, Gérard Neyrand insiste sur l'apparition d'un nouveau modèle de parentalité dans les sociétés occidentales où se note un équilibrage des positions – ou revendications – du père et de la mère et l'avènement de l'enfant sujet. Ainsi, la « désignation d'aptitudes parentales différenciées pour chaque sexe [...] s'estompe progressivement » au profit d'une reconnaissance des fonctions paternelle et maternelle concourant à la définition de l'identité. Les manifestations de couvade, qu'elles soient ritualisées dans plusieurs sociétés ou simplement présentes chez certains hommes, montrent l'implication fantasmatique de l'homme par rapport à la grossesse et à l'enfantement. Comme quoi, les